



Depuis la prison centrale de Kondengui où il est détenu, le président –contesté- de l’Interim Government d’Ambazonie a fait un tweet ce jeudi 1er octobre 2020, dans lequel il radicalise la position des sécessionnistes au moment où la communauté internationale appelle sans relâche à un cessez-le-feu.

Par Cameroun-Info.net

Les livres d’histoires rapportent que le 1^{er} octobre 1961 marque la date de l’unification de deux entités: le **Cameroun** oriental (administré par la **France**) et le Cameroun occidental (encore appelé **Southern Cameroon**). C’est de l’union de ces deux entités qu’est née la République fédérale du Cameroun. En dépit des transmutations politiques subies par cette entité qui a fini par donner naissance à la République du Cameroun, il est resté chez certaines populations de l’ancien Southern Cameroon, l’idée d’une partition, exacerbée ces dernières années avec la crise dans les régions du **Nord-Ouest** et du **Sud-Ouest**.

La date du 1^{er} octobre est donc considérée chez les partisans de la sécession comme date de l’indépendance d’un Etat virtuel qu’ils ont appelé «**Ambazonie**». **Sisiku Ayuk Tabe**, présenté comme leader –contesté tout de même- de l’Interim Government de cet Etat, depuis son cachot à la prison centrale de **Kondengui**, a fait un tweet ce jeudi 1^{er} octobre 2020, dans lequel il réaffirme la détermination de ses partisans à s’affranchir de la République du Cameroun,

vaille que vaille.

«59 ans aujourd'hui, l'indépendance de notre nation a été obtenue mais nous avons été trompés. En 2017, nous avons déclaré sa restauration. Il est enraciné dans l'histoire, la géographie et la diplomatie. L'autodétermination est un droit. Nous ne céderons aucun mètre carré de notre patrie. Indépendance rétablie ou résistance à jamais», martèle Sisiku Ayuk Tabe.

Cette déclaration contribue à radicaliser la position de ce leader et de ses partisans, dans un contexte marqué par des appels incessants de la communauté internationale à un cessez-le-feu. Il va sans dire que la sortie de crise n'est pas encore envisagée du côté des séparatistes.